

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50796

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

manque d'argent frais, la longue absence de bilan consolidé rendent la situation financière à la fois précaire et opaque. Une profonde transformation est devenue inéluctable. Celle-ci intervient en 1967, lorsque le ministre fédéral de l'Économie Karl Schiller, pour éviter le dépôt de bilan, organise un plan de sauvetage combinant aide publique, tant fédérale que locale, et crédit bancaire, autour d'un pool de 28 banques conduit par la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. En contrepartie, Krupp doit adopter la forme d'une société à responsabilité limitée et se soumettre au contrôle d'un conseil composé de 15, puis 20 personnalités. Quelques mois plus tard, à la mort d'Alfried Krupp, ses avoirs sont transférés, selon ses dernières volontés confiées à Berthold Beitz, à la fondation qui devient propriétaire du groupe.

Même s'il est dommage que les débats et – vraisemblablement – les tensions entre dirigeants et héritiers accompagnant ces ultimes décisions aient été laissés dans l'ombre, Gall souligne l'essentiel. La césure de 1967/68 signifiait certes le remplacement du pouvoir familial par un nouveau capitalisme. Mais elle a permis aussi à Krupp de préserver son identité collective et de rester ainsi fidèle aux valeurs qui lui ont été léguées par sa longue histoire.

Jean-François ECK, Lille

Henry LEIDE, NS-Verbrecher und Staatssicherheit. Die geheime Vergangenheitspolitik der DDR. 2., durchgesehene Auflage, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 448 p. (Analysen und Dokumente, 28), ISBN, 3-525-35018-X, EUR 29,90.

L'histoire de la RDA progresse, grâce à l'abondance des archives. Comme pour le Troisième Reich, l'effondrement brutal du régime a laissé en place les fonds, d'une ampleur considérable dans un système si bureaucratique. Un responsable fédéral (*Bundesbeauftragter*) gère les documents explosifs du ministère de la Sécurité d'État (*Stasi*). Avec son accord, Leide, originaire de l'Est, en poste à Rostock, a mené une enquête solide et minutieuse sur l'attitude adoptée envers les criminels nazis. Mû par une volonté d'objectivité, il écrit: »Ce n'est pas mon affaire de désigner un vainqueur dans la compétition engagée pour savoir lequel des deux États allemands partagés a le mieux maîtrisé les divers problèmes résultant du passé. On ne doit ici ni décompter ni excuser les carences et les retards du côté occidental, assurément non négligeables. On doit taire aussi peu que, malgré des résistances diversement fondées dans les deux États allemands séparés, il y a eu également des efforts, à prendre au sérieux, pour punir de façon conséquente les crimes nazis«. Cependant »l'histoire des combattants« ne contribue à trouver la vérité sur aucun sujet et, pour le thème creusé ici, elle est purement indigne et impropre. L'auteur aspire à »juger équitablement en donnant aux sources toute leur signification, et à ne pas se livrer à des romans feuilletons ni à des rapports à la hussarde«.

Si toutes les données nécessaires sont fournies sur l'organigramme du ministère et sur la constitution de ses archives, le noyau dur du livre est l'analyse fouillée d'une cinquantaine de dossiers nominatifs. Pour chacun, Leide passe en revue les pièces conservées, il suit le déroulement des enquêtes, il enregistre le dialogue entre les échelons hiérarchiques de la police et il indique finalement la décision prise – ou l'absence de décision! Un titre concis condense l'orientation de chaque procédure. De ce panorama, il ne ressort pas une conclusion univoque, dans un sens ou dans un autre, car l'observateur constate des comportements contradictoires, dus à des exigences opposées. En principe, tout est simple. La RDA se fonde sur le principe de l'»antifascisme« et elle proclame sa volonté farouche de punir les coupables. En outre, à partir des dossiers qu'elle détient, elle ne cesse de mener des campagnes tapageuses contre la présence d'anciens nazis dans des positions influentes en RFA. D'autant plus volontiers qu'elle donne au terme de »fascisme« une interprétation marxiste,

à base économique, qui déborde largement l'idéologie raciste de Hitler. La Guerre froide a désormais la priorité et la référence au passé est instrumentalisée dans le combat du présent.

De fait, l'enquête recense un certain nombre de peines sévères, la prison à vie ou la mort. Cependant bien d'autres cas sont traités tout différemment. Des suspects démasqués à l'Est bénéficient d'indulgence quand ils ont transféré leur zèle vers le régime communiste. Beaucoup sont recrutés, en tant qu'indicateurs (*Inoffizielle Mitarbeiter, IM*). Leur culpabilité même assure leur docilité. On les retourne pour la bonne cause et par eux on compte pénétrer le réseau de leurs vieilles camaraderies. À l'Ouest, le général Gehlen utilise cette même ressource, quand il organise le service qui va devenir le Bundesnachrichtendienst (BND). Mais en RFA, l'agence de Ludwigsburg poursuit résolument les crimes nazis à partir de 1960, selon une procédure respectueuse de la légalité judiciaire. Ses demandes de coopération et aussi les sollicitations de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, pays socialistes frères, mettent la *Stasi* dans un réel embarras. En général, elle s'abstient de répondre: d'une part, on veut couvrir des ralliés, d'autre part, elle craint la révélation de situations aberrantes, »qui serait tout à fait préjudiciable au mythe de l'antifascisme conséquent« (p. 391).

Le lecteur français relève particulièrement les indications fournies sur le cas des SS condamnés pour crime de guerre en France par contumace. Avec la RFA, un traité a été conclu en 1955, mais des manœuvres au Bundestag ont retardé sa mise en œuvre jusqu'en 1975. Quelques peines de prison ont été alors prononcées. Si la RDA a dénoncé ce manque d'ardeur, elle n'a pas fait beaucoup plus. S'étant procuré la liste française, le ministère de la Sécurité d'État a couvert les accusés qui étaient devenus ses informateurs, et oublié presque tous les autres. Les démarches du professeur de Bouard, résistant d'extrême gauche, contre un policier sanguinaire de Caen n'ont pas abouti. »Bernhard« a été identifié et placé sous surveillance, mais on a déclaré ne pas l'avoir retrouvé. Seul a été condamné, tardivement en 1983, l'ancien lieutenant SS Heinz Barth, impliqué dans le massacre d'Oradour-sur-Glane. Ce cas est »un alibi«: l'ampleur et la notoriété du drame lui conféraient une valeur symbolique, précieuse pour la propagande. Encore a-t-on censuré les témoignages recueillis de deux subalternes, afin de ne pas les compromettre et de ne pas gâcher l'image du régime.

Pierre BARRAL, Montpellier

Reinhard HÜBSCH (Hg.), »Hört die Signale!« Die Deutschlandpolitik von KPD/SED und SPD 1945–1970, Munich (Akademie) 2002, 215 p. (Studien des Forschungsverbundes SED-Staat an der Freien Universität Berlin), ISBN 3-05-003648-6, EUR 46,80.

Tiré d'un colloque organisé par le Südwestrundfunk et la Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg en décembre 1998, cet ouvrage analyse la politique des partis de la gauche allemande de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'*Ostpolitik*. En ayant accès aux archives de l'ex-Union soviétique et à celles surtout de l'ex-RDA, les historiens ont pu aussi renouveler l'histoire des relations entre les deux Allemagnes. Cet ouvrage ne se contente pas de publier les communications des intervenants, il reproduit également les débats qu'elles ont générés entre historiens, politologues et publicistes mais aussi grands témoins comme le ministre Egon Bahr, un des artisans de la politique de Willy Brandt ou Herbert Häber, un membre du Comité central du SED.

En déclarant »les nazis ont laissé des montagnes de cadavres et le SED des montagnes d'actes derrière eux«, Egon BAHR décrit la tâche immense incombant aux historiens, qui cherchent à étudier les relations entre le SPD et le SED. Les participants ont cherché à répondre dans le cadre de ce colloque à une problématique bien précise: quelle fut l'action menée d'une part par le KPD, puis le SED à l'Est et d'autre part par le SPD à l'Ouest en vue de parvenir à l'unité du pays. Il s'agit d'une étude comparative relevant de l'histoire croisée